

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 10 (1994)

Artikel: Koni Mayer, représentant du Parti communiste suisse au Komintern (1935-1938)
Autor: Huber, Peter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-520171>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

KONI MAYER, REPRÉSENTANT DU PARTI COMMUNISTE SUISSE AU *KOMINTERN* (1935-1938)

Peter HUBER

Entre 1935 et 1938, le représentant officiel du Parti communiste suisse (PCS) au Comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC) à Moscou fut l'ouvrier métallurgiste Koni Mayer, ancien rédacteur du *Kämpfer*, l'organe zurichois du parti. Logé avec sa femme Anna Mayer-Jenisch et leur petit enfant dans un deux pièces de l'hôtel Lux, où résidaient la plupart des fonctionnaires étrangers du *Komintern*, il dirigeait les réunions mensuelles des communistes suisses établis à Moscou, recevait les délégations suisses et informait la direction du parti suisse des décisions de l'Internationale communiste. L'ouverture des archives permet aujourd'hui, pour la première fois, de retracer son rôle: Koni Mayer ne fut pas seulement un «œil de Moscou» dans le contrôle que l'Internationale communiste exerçait sur le PCS, mais aussi «l'oreille du *Komintern*», attentive à l'évolution politique des communistes suisses établis dans la capitale soviétique¹.

Une carrière politique exemplaire

Agé de trente-deux ans à son arrivée à Moscou en 1935, Koni Mayer jouissait d'une solide formation politique et d'une expérience de plus de dix ans dans l'organisation du parti suisse. Fils d'immigrés allemands, ce mécanicien sur machines était entré en contact avec le PCS en 1923. Ses fonctions de dirigeant des Jeunesses communistes (JC) à Zurich et de membre du Comité central (CC) lui valurent auprès des

¹ Pendant deux ans, l'auteur a effectué une recherche dans le cadre du projet du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) sur les communistes suisses à Moscou (1929-1953). Voir: P. Huber, *Stalins Schatten in die Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau: Verteidiger und Gefangene der Komintern*, Chronos Verlag, Zurich 1994.

Abréviations:CRC: pour «Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine» à Moscou.

AF: pour «Archives fédérales» à Berne.

Komintern: abréviation russe et allemande pour Internationale communiste (IC).

autorités policières une réputation de dangereux agitateur². Son profil professionnel et politique prédestinait ce jeune dirigeant à suivre les cours de l'École léniniste de Moscou, véritable fabrique de cadres où il put suivre, en 1929-1930, un cours syndical de neuf mois en compagnie de l'ouvrier bernois Theo Rutschi. Le certificat de fin d'études du camarade «Steiner» atteste qu'il «assume la juste ligne du parti et sait la défendre correctement et activement. Il sait utiliser ses connaissances dans le travail pratique et la propagande internationale. [...] Il manifeste des capacités particulières pour le travail collectif et comme propagandiste et agitateur. Il est discipliné et bon camarade. Ses capacités théoriques et politiques trahissent parfois certaines tendances à la généralisation. Il est apte pour des tâches de direction politique»³.

Le retour de Mayer en Suisse coïncida avec la plus grave crise interne que le PCS dut surmonter dans l'Entre-deux-guerres. Le tournant du «social-fascisme» avait écarté l'ancienne équipe de direction, remplacée par des adeptes dociles de cette nouvelle ligne de l'Internationale communiste. Avant de partir pour Moscou, Mayer avait assumé l'ancienne orientation comme dirigeant des Jeunesses communistes et assisté aux premières interventions des délégués du *Komintern* dans les affaires du PCS. Des années plus tard, le Département des cadres du CEIC relevait ceci sur le passé de Koni Mayer: «En 1928-1929, les membres du CC de la JC et du PCS ont soutenu l'initiative des conciliateurs en Allemagne pour révoquer le camarade Ernst Thälmann comme secrétaire du KPD. Ils n'ont modifié leur opinion qu'après la décision du *Komintern*. A cette époque, Mayer K. était membre du CC des JC suisses»⁴. La nouvelle équipe de direction du PCS plaça de grands espoirs dans un cadre formé comme Mayer, d'autant plus que les succès de la nouvelle ligne se faisaient attendre et que certains dirigeants désignés par l'IC comme la relève du PCS - Theo Dunkel, p. ex. - avaient renoncé peu après. Avant même l'arrivée

2 Mayer (1903-1983) était connu du Ministère public fédéral depuis 1926. Il a subi trois brèves peines de prison entre 1929 et 1932 [AF, *Dossier Mayer*, E. 4320 (B), 1975/40, vol. 5, rubriques du 30.10.1930, 16.6.1932]. Dans l'article détaillé qu'il a consacré à la carrière de Mayer, l'organe du Parti du Travail en langue allemande n'a consacré que deux lignes à son séjour à Moscou («Ich will weiterkämpfen», in: *Vorwärts*, 3 mai 1983).

3 Certificat «Zeugnis für Gen. Steiner», in: CRC, *Dossier K. Mayer*, s.d. Sur Theo Rutschi (1899-1973), qui a grandi à Burgdorf, voir: Theo Rutschi, *Ich höre ein Lied*, K. Lang et H.-U. Stauffer (éd.), Zurich 1983.

4 «Betrifft Anfrage Mayer Konrad», signé G. Brückmann, in: CRC, *Dossier Mayer*, date illisible [1937?]. Sur l'intervention de l'IC après une ultime protestation du PCS contre sa mise sous tutelle par la direction de l'IC, voir: P. Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz 1921-1931*, Berne 1980.

de Koni Mayer à Zurich en automne 1930, Josef Züsli, secrétaire du parti zurichois, écrivait à l'Ecole léniniste de Moscou: «Koni doit revenir tout de suite. Nous en avons un urgent besoin».

Mayer fut chargé de diriger le quotidien communiste zurichois *Kämpfer* et accéda en 1932 au Bureau politique. Il incarne la réussite de cette relève de cadres que la direction de l'Internationale communiste voulait assurer grâce à l'Ecole léniniste et l'Université de l'Occident. D'autres Suisses issus de ces écoles - Paul Thalman, Ernst Illi et Hermann Erb - passèrent à l'opposition dès leur retour et quittèrent le parti⁵.

Mayer assumait les tâches dont il fut chargé à l'entière satisfaction des délégués du *Komintern* envoyés aux réunions de direction du parti suisse. Les documents conservés aux Archives du *Komintern* permettent aujourd'hui d'établir combien ce dernier gardait le dernier mot sur la composition des instances de direction. Mayer était dans ses bons papiers non seulement à cause de sa docilité politique, mais aussi à cause d'un autre trait de caractère: il passait aux yeux de la base pour un dirigeant plus accessible et détendu, capable de bien formuler l'orientation politique. Cet avantage n'échappa pas au délégué de l'IC «Alex», le Hongrois Alex Grünbaum. Au terme d'un voyage en Suisse, en automne 1932, il transmet à Moscou les impressions suivantes sur le conseiller national communiste Robert Müller et les deux anciens «élèves léninistes» Willi Nötiger et Koni Mayer: «Je suis arrivé ici deux heures avant l'ouverture du plenum du CC. Le secrétariat siégeait justement à propos de questions techniques et organisationnelles. Müller créa la surprise en refusant de proposer un secrétariat avec K. Mayer. Il lui préférait Nötiger, ce qui aurait passablement modifié ce qui avait été convenu à M [Moscou] [...]. Il s'agit d'un jeune camarade [Mayer] plein de vie et travailleur, qui se laisse aisément convaincre. Son avantage sur Nötiger est qu'il est beaucoup plus apprécié des membres, tandis que Nötiger est plus énergique mais aussi plus solide sur le plan théorique. Toute la situation exigeait de maintenir fermement la décision (K. Mayer) de là-bas [Moscou]. [...] Müller s'est incliné»⁶.

Trois ans plus tard, Mayer accepta de représenter le PCS auprès du CEIC à Moscou. Il y fut le premier délégué permanent des commu-

5 Lettre de Züsli à l'Ecole léniniste, 28.7.1930, in: CRC, *Dossier K. Mayer*. Sur ces deux écoles, voir p. ex.: B. Lazitch, *Les Ecoles de cadres du Comintern*, Genève 1965.

6 Rapport «Liebe Freunde», signé «Alex», 4.10.1932, in: CRC, 495-91-161. Sur Alex Grünbaum (1894-1971), voir: B. Lazitch, *Biographical Dictionary of the Comintern*, Stanford 1986, pp. 341-342. Pour plus de détails concernant les émissaires du Comintern, cf. P. Huber, *Stalins Schaffen in die Schweiz*, op. cit., pp. 148-153, ainsi que B. Studer, *Un parti sous influence. Le PCS, une section de l'Internationale, 1931-1939*, thèse Uni. Lausanne, 1994.

nistes suisses. Recherché en Suisse depuis 1917 pour tentative d'émeute, Hans Itschner s'était exilé à Moscou et ne fut accrédité auprès du CEIC, de 1920 à la fondation du PCS en mars 1921, qu'au nom des «Anciens communistes». Dans les années vingt, des Suisses comme les Bâlois Emil Arnold et Fritz Wieser avaient représenté le parti aux réunions du CEIC, sans s'établir à Moscou. Humbert-Droz et Edgar Woog furent de même longtemps actifs dans la direction de l'IC, mais sans mandat pour le PCS⁷. Il est difficile d'établir exactement pourquoi le choix s'est précisément porté sur Mayer, et les documents accessibles aujourd'hui ne disent pas s'il dut affronter un concurrent. Le secrétariat du CEIC confirma son engagement quelques jours après son arrivée à Moscou et Mayer, sur proposition de Togilatti, fut accepté sans opposition «comme représentant du PC suisse au CEIC»⁸. Avant son départ pour Moscou en novembre 1935, il ne parlait guère le russe, ce qui n'était toutefois pas un gros handicap puisque la langue en usage au *Komintern* était l'allemand. Le fait d'avoir suivi un cours de l'Ecole léniniste fut sans doute à son avantage. Sa charge de rédacteur du *Kämpfer* zurichois fut reprise par Ernst Walter, qui venait de quitter le Parti socialiste pour le PCS et convenait bien à ce poste de journaliste pour représenter à l'extérieur la manière dont le parti comprenait sa politique de front unique⁹.

D'autres partis membres plus importants avaient depuis très longtemps un représentant permanent au CEIC. L'un des critères qui justifiait l'envoi d'un délégué officiel était le nombre d'ouvriers qualifiés et d'émigrés politiques de ce pays qui travaillaient en Union soviétique. Au printemps 1934, après l'exil de plusieurs centaines de socialistes et de communistes en Union soviétique, il devint évident que le Parti communiste autrichien, jadis faible, devait disposer d'un représentant à Moscou. Oskar Grossmann, Ernst Fischer et Friedl FURNBERG assumè-

7 A propos du statut de E. Arnold, F. Wieser, E. Woog et J. Humbert-Droz dans l'appareil du CEIC, voir: V. Kahan, «The Communist International 1919-1943. The personal of its highest bodies», in: *International Review of Social History*, vol. XXI (1976). Le dirigeant du PCS Franz Welti écrivait en 1922 à Moscou à propos du statut de Itschner: «A l'époque du Congrès de réunification [1921], le camarade Itschner représentait le PCS au Comité exécutif. Il avait encore été désigné par l'ancien PC. Itschner n'a plus été engagé par la direction. Le premier délégué envoyé par la direction du parti fut le camarade Arnold, qui fut chargé de représenter le parti pour trois mois au CE [Comité exécutif]». Lettre au secrétariat du *Komintern*, Bâle 17.1.1922, in: CRC, 495-91-32.

8 Extrait du procès-verbal du CEIC, 13.11.1935, in: CRC, *Dossier K. Mayer*.

9 La carte du fichier de Mayer comme collaborateur de l'IC indique, sous la rubrique «langues»: «Allemand, comprend le français, un peu le russe», in: CRC, *Dossier K. Mayer*.

retiré de la politique. Entre 1935 et 1938, Mayer combla cette lacune, rassemblant en même temps les informations que les dirigeants du PCS lui adressaient sur les problèmes en cours¹¹.

Le contrôle discret de «Moscou»

La majorité des lettres que reçut Mayer étaient signées du secrétaire du PCS, Humbert-Droz, qui décrivait souvent en termes peu flatteurs les concurrences internes et l'état désolant du parti. Sa correspondance témoigne de sa profonde désillusion tant sur le parti que sur les possibilités en Suisse en général¹². Mais d'autres dirigeants suisses cherchaient aussi à influencer l'opinion de Moscou, c'est-à-dire du Secrétariat pour les pays d'Europe centrale de l'Internationale communiste. Le conseiller national communiste Robert Müller et le secrétaire du parti zurichois Nöthiger, qui avalèrent avec peine le brusque tournant vers le front populaire de 1935, donnaient notamment libre cours à leurs critiques d'autres dirigeants. Müller écrivit à Moscou qu'on montait une cabale contre lui, autour de Marino Bodenmann et Otto Brunner, pour le contraindre à se retirer du Conseil national au profit du transfuge socialiste Ernst Walter, et que Humbert-Droz se bornait à arbitrer le conflit sans prendre parti. Quant à Ernst Walter, qui remplaça effectivement Müller au Conseil national, il décrivait à sa manière, en janvier 1936, le chaos dans le parti et sa soumission aux directives de Moscou: «Maintenant, tout est bloqué, paralysé, incapable. Où restent la résolution du *Komintern* sur le PCS et les décisions du VII^e Congrès mondial? On attend leur venue comme une femme enceinte de neuf mois attend son enfant! Et personne ne veut agir avant d'avoir vu le bébé pour savoir si c'est un garçon ou une fille!»¹³.

11 Le secrétariat du CEIC avait pris en 1935 la décision suivante au sujet de Woog, alias «Stirner»: «La demande du camarade Striner de le libérer de son travail au sein de l'appareil du CEIC et de le mettre à disposition du PC suisse est acceptée» (Procès-verbal du CEIC, 2.10.1935, in: CRC, *Dossier Woog*). Pour une étude plus complète sur Platten et Woog, voir: P. Huber et B. H. Bayerlein, «Begegnungen und Erfahrungen von Schweizer Kommunisten mit den totalitären Strukturen während des stalinistischen Terrors in der Sowjet-union: Zwischenresultate an Hand des Moskauer Kominternarchivs», in: *Revue suisse d'Histoire*, vol. 43 (1993), pp. 61-98.

12 Lettres de Humbert-Droz à Mayer, 3.5.1936, 7.6.1936, 21.8.1936, 18.3.1937, 26.6.1937, in: CRC, 495-12-74.

13 Lettres de Walter à Mayer, 10.1.1936, de R. Müller à Mayer, 11.1.1936, 3.4.1936, de Nöthiger à Mayer, 10.1.1936, in: CRC, *Dossier K. Mayer*. Walter (1890-1975) ne signait plus, dès janvier 1938, comme rédacteur du nouvel organe du parti, *Freiheit*, et se retira du Conseil national en avril 1938. Son mandat fut repris par Humbert-Droz. Voir: *Neue Zürcher Zeitung*, No 608, 4.4.1938; *Volksrecht*, 5.4.1938.

Mayer transmettait les rapports qu'il recevait à P. Togliatti, dirigeant du Secrétariat pour les pays d'Europe centrale, auquel la Suisse était rattachée, et celui-ci lui faisait remettre les lettres qui lui semblaient moins importantes à son suppléant G. Smoljanski. Après le départ de Togliatti pour la guerre d'Espagne (1937) et la dissolution des secrétariats par pays (1935), les questions de la Suisse furent reprises tant par Tchèque Klement Gottwald que par le secrétariat de Dimitrov et celui de Manuilski¹⁴.

Toutes les informations entre le PCS et la direction de l'IC passaient par les mains de Koni Mayer, qui pouvait ainsi se faire une idée précise des difficultés en Suisse comme des centres réels de décision à Moscou. A une réserve près: les rapports des délégués du *Komintern* sur leurs impressions du travail des dirigeants suisses parvenaient par d'autres canaux au CEIC, et ni Mayer, ni les hauts cadres du PCS appelés en consultation à Moscou n'en connaissaient le contenu. Ils savaient que le *Komintern* gardait un œil vigilant sur la Suisse, mais ils n'en apprenaient les conclusions que lors des séances du Secrétariat pour les pays d'Europe centrale¹⁵. Quant aux entrevues des nombreuses délégations du PCS avec les instances de l'Internationale communiste, Mayer n'y assistait en principe pas. Il était chargé de fixer les dates et de préparer le terrain. En août 1937, par exemple, il informa Gottwald, secrétaire du CEIC, que Humbert-Droz demandait une délégation suisse à Moscou, vu les sérieux problèmes en Suisse¹⁶. Gottwald et Dimitrov ayant donné leur accord, on engagea les formalités d'entrée des quatre délégués suisses, des formulaires adressés «Au Département des liaisons du secrétariat du CEIC» et signés par Gottwald, secrétaire du CEIC, Belov, directeur du Département des cadres et Mayer, représentant du PCS. Ces demandes passèrent par le directeur du Département des liaisons, le Russe M. A. Moskvine, membre du Presidium du CEIC et homme de liaison entre la tête du *Komintern* et le NKVD, qui transmit à son tour l'identité des invités à N. I. Ejov qui, en 1937, cumulait les trois fonctions centrales de

14 Mayer résumait parfois les rapports reçus de Suisse en «Communications du PC suisse». Voir sa lettre à K. Gottwald, 8.8.1937, in: CRC, 495-12-74. Correspondance avec Dimitrov, in: CRC, 495-74-560, 495-74-562.

15 Jusqu'en 1932, les délégués de l'IC, en général envoyés de Berlin, expédiaient leurs rapports par le Bureau pour l'Europe occidentale établi à Berlin. Voir leurs rapports in: CRC, *Inventaire* 499-1, Dossiers 29, 31, 32, 33, 34, 36. Fait révélateur, ces rapports figurent dès 1932 à l'inventaire du «secrétariat Dimitrov» (495-74) et du «secrétariat Gottwald» (495-13), chargés des affaires suisses à l'époque de la grande terreur. Voir les rapports de «Magnus» (Richard Gypner), 21.6.1936, in: CRC, 495-74-559; et de J. Berlioz, 25.5.1939, in: CRC, 495-13-36.

16 Lettre du 8.8.1937, in: CRC, 495-12-74.

membre du CEIC, secrétaire du PCUS et chef du NKVD. Moskvina nota pour Humbert-Droz: «Je demande d'établir un visa d'entrée et de sortie valable 30 jours en faveur de: Jules Humbert-Droz, passeport suisse, 46 ans, journaliste, membre du PCS et secrétaire responsable. Le secrétariat du CEIC l'a convoqué. Ce visa doit être expédié à Prague»¹⁷. Une fois la délégation sur place, Mayer organisa la rencontre avec diverses instances de l'IC et informa Dimitrov des premiers contacts avec des organes inférieurs pour préparer la «Discussion de la question suisse» au secrétariat du CEIC: «La délégation suisse, formée des camarades Humbert-Droz, Hofmaier et Stirner [Woog] est actuellement à Moscou. Vincent n'a pas pu venir. Les camarades préparent actuellement un rapport pour les membres du secrétariat du CEIC. Une première brève entrevue a eu lieu avec le camarade Gottwald»¹⁸.

Les hauts fonctionnaires du PCS en visite à Moscou n'associaient Mayer qu'à la discussion de problèmes spécifiques. Si un communiste suisse travaillant à Moscou voulait retourner au pays et obtenir un poste payé dans l'appareil du parti suisse, il lui fallait convaincre le secrétariat du PCS, celui du CEIC et le Département des cadres de l'IC. Mayer pouvait donner son estimation personnelle sur le candidat. La demande de Emil Hofmaier (frère du fameux Karl Hofmaier), qui visait un poste du parti suisse, échoua déjà chez Mayer, qui le jugea «sans liens réels avec les masses ouvrières» et offrant «peu de garanties politiques pour un bon travail en Suisse». Mais le refus fut surtout motivé par les réponses négatives du PCS et du Département des cadres, qui estimèrent tous deux que l'appareil du parti suisse n'avait aucun poste disponible correspondant au profil professionnel et politique de Hofmaier. Celui-ci avait peut-être songé faire comme Edgar Woog, revenu à Zurich en automne 1935 pour développer les éditions du parti¹⁹. L'historien de l'art bernois Erwin Schaffner, émigré à Moscou en 1923, n'eut pas plus de chance, en 1934, devant le Secrétariat pour les pays d'Europe centrale. Ayant saisi l'occasion d'une visite du PCS en novembre 1933 pour se renseigner sur une tâche possible au sein du parti, il semble n'avoir reçu aucune objection à son retour de la part des délégués Humbert-Droz, Robert Müller et Koni

17 Lettre de Moskvina à Ejov, 15.8.1937, in: CRC, *Dossier Humbert-Droz*. Formulaire pour Vincent, in: CRC, *Dossier Vincent*. Voir aussi «Communications du PC suisse», signé K. Mayer, 8.8.1937, in: CRC, *Dossier Humbert-Droz*.

18 *Au camarade Dimitrov*, 11.10.1937, in: CRC, 495-74-560.

19 Déclaration de Mayer in: «Bemerkungen zum Gesuch des Genossen E. Hofmaier betr. Verwendung im Auslande», 22.8.1937, in: CRC, *Dossier E. Hofmaier*.

Mayer (alors rédacteur du *Kämpfer*)²⁰, de sorte que sa demande de janvier 1934 au Secrétariat pour les pays d'Europe centrale fit état de l'accord du CEIC et du PCS pour l'engager «à la rédaction du *Basler Vorwärts* avec pour tâche spécifique - à part d'autres travaux - de traiter la question paysanne». Schaffner n'exprimait aucune désillusion sur l'Union soviétique, où il avait accumulé, disait-il, une riche expérience qu'il devait désormais mettre à profit en Suisse, car le *Basler Vorwärts* se montrait incapable de dépasser quelques lourdes «gloses de sovkhoses», alors qu'il s'agissait d'affaiblir les koulaks helvétiques réactionnaires, «principaux soutiens militaires du Conseil fédéral». Fort de ce modèle soviétique, il se disait prêt à lutter «dehors, avec toutes les énergies, pour la ligne générale dans mon domaine»²¹. Sa demande fut pourtant rejetée par G. Smoljanski, dirigeant du Secrétariat pour les pays d'Europe centrale avec le Letton W. Knorin, qui invoqua, selon Schaffner, sa longue absence de Suisse et son manque de connaissance des réalités helvétiques²².

Koni Mayer vivait avec sa femme et son fils à l'hôtel Lux, au N° 36 du grand Boulevard Gorki, où il jouissait de toutes les commodités dont étaient privés le simple citoyen soviétique ou bien des communistes suisses vivant à Moscou. Son salaire d'engagement de 500 roubles par mois fut augmenté à 950 roubles en février 1936²³. Ce niveau de vie élevé, comparé aux réalités soviétiques, ne manqua pas de surprendre la Suisse Olga Meier, qui le consulta plusieurs fois à l'hôtel Lux pour ses autorisations de séjour et rencontra ainsi des fonctionnaires du *Komintern*, qui lui confièrent des travaux de couture²⁴. Elle fut choquée par le strict contrôle des entrées: «Quand on n'est connu de personne, on n'entre pas. On ne peut passer que sur présentation du passeport, et après que le portier a appelé la chambre indiquée pour savoir si on peut faire monter». Sur quoi le portier remettait un sauf-conduit portant heures d'entrée et de sortie, que le locataire de la chambre devait signer. Ces locataires, «gens chargés de postes de

20 «An das Frunsinkier Rayon-Komitee der KPDSU Moskau», signé Mayer, 25.1.1938, in: CRC, *Dossier Schaffner*.

21 Lettre «Au Secrétariat pour les pays d'Europe centrale de l'IC», 4.1.1934, in: CRC, *Dossier Schaffner*.

22 Lettre «Werter Genosse Mayer», signée Schaffner, 12.1.1938, in: CRC, *Dossier Schaffner*. On trouve encore trace des efforts de Schaffner pour trouver une place dans le PCS in: CRC, 495-12-77, Annexe à la lettre du 25.6.1936. Sur Schaffner (1883-1942), voir: P. Huber, *Stalins Schatten in die Schweiz*, op. cit., chapitre «Schweizer Linksintellektuelle und Stalins Sowjetunion».

23 Carte du fichier de Mayer comme collaborateur de l'IC, in: CRC, *Dossier K. Mayer*. Durant tout son séjour, Mayer occupa deux chambres au numéro 147.

24 Lettre à ses parents, 19.1.1936, in: *Archives privées Rieder-Bickel*, Sindelfingen.

confiance», avaient à disposition «le gaz, une douche, une femme de chambre, un médecin interne, un cordonnier et un coiffeur» et ne payaient qu'un «tout petit loyer». Olga Meier jugeait sans pitié ce monde de privilégiés: «Evidemment, celui qui loge ici vit bien et n'a à se plaindre de rien. [...] Et bien sûr, ces gens pensent que tout le monde vit aussi bien qu'eux. Ils écrivent d'ailleurs dans les journaux d'ici et vantent tout ce qui se fait ici»²⁵.

Le bureau de Mayer se trouvait à la Mochowaja 16, dans l'immeuble central du *Komintern* en face du Kremlin. En été 1937, les collaborateurs de l'IC quittèrent ce vieil édifice pour un nouvel immeuble à la périphérie de Moscou, qui fit à Humbert-Droz l'impression suivante: «Les bureaux de l'Internationale communiste, maintenant hors de ville, à la *Montagne-de-Moineaux*, sont trois immenses corps de bâtiments reliés entre eux par des ailes. Des bureaux clairs et commodes, de grands corridors et de la place à revendre. [...] Des autobus font le trajet dans les deux sens chaque heure entre le Lux et les nouveaux bureaux, mais le trajet dure bien une demie-heure»²⁶.

Les tâches de Koni Mayer impliquaient aussi de recevoir les délégations suisses voyageant en Union soviétique pour se faire une idée du pays. Comme tout collaborateur de l'IC, Mayer dut remplir en 1937 le questionnaire sur ses «relations» avec l'étranger, et répondit, à la rubrique «Avec qui êtes-vous en relation (correspondance) à l'étranger»: «Avec le parti et ma mère à Zurich. Puis divers représentants d'organisations comme le Secours rouge et les Amis de l'Union soviétique». Fondée en 1931, l'association des Amis de l'Union soviétique, proche du parti communiste, était dirigée par Heinrich Gerteis, un instituteur de Winterthour. Elle faisait pression pour l'ouverture de relations diplomatiques avec l'URSS et organisait des voyages collectifs en Union soviétique. Mayer assurait l'octroi rapide des visas d'entrée et les rencontres avec des personnalités de l'IC ou du PCUS. En été 1936, comme les visas d'une délégation syndicale socialiste tardaient à venir, Humbert-Droz dut insister auprès de Mayer pour éviter un «blâme» et lui recommanda de soigner cette délégation, d'organiser si possible une rencontre avec Togliatti ou Dimitrov, afin de stimuler au retour la dynamique de front uni en Suisse²⁷.

Au début, Mayer assurait seul l'ensemble de ses tâches de représentant du parti. Mais lorsque les «contrôles» des communistes suisses

25 Lettre à ses parents, 12.8.1937, idem.

26 J. Humbert-Droz, *Dix ans de lutte antifasciste. 1931-1941*, Neuchâtel 1972, p. 233.

27 Lettre à K. Mayer, 9.6.1936, in: CRC, 495-12-78. Cette délégation comptait notamment le secrétaire de la VPOD, Heinrich Jucker. Mayer adressa aussitôt une lettre à Togliatti (idem). «Questionnaire», signé K. Mayer, s.d. [1936], in: CRC,

se multiplièrent en 1936, et avec eux les rapports de moralité politique expédiés aux entreprises et même au PCUS, il eut droit à une auxiliaire, la communiste zurichoise Rita Schalk, qui subit cependant dès la fin de l'automne 1936 une enquête de la Commission de contrôle internationale.

Dans les tourbillons de la répression

Les recherches sur le sort des communistes allemands en Union soviétique démontrent en effet que les organes de «contrôle» du KPD de Moscou furent eux-mêmes emportés par les tourbillons de la répression. Ceux qui - tels Brückmann, dirigeant des cadres allemands, et son auxiliaire Grete Wilde - dénonçaient sans pitié et avec zèle les «éléments douteux» de l'émigration communiste ne furent pas épargnés par les continuels soupçons. Le moulin de la répression broyait jusqu'aux membres du *Komintern* qui criaient le plus fort à la vigilance et, forts de leur statut, expédiaient en enfer leurs anciens camarades²⁸. Mayer, lui, en réchappa. Dans un cas au moins, son jugement sur un camarade du PCS jugé suspect fut impitoyable. Mais à la différence de ses collègues allemands, il se montra très réservé dans la dénonciation des moutons noirs parmi les communistes suisses. Contrôler la colonie helvétique était plus aisé que pour la colonie allemande, trop vaste pour en garder une vue d'ensemble, et où chaque membre du KPD

Dossier K. Mayer. Les Amis de l'Union soviétique comptaient en 1936 vingt-quatre sections en Suisse et publiaient le bulletin *Russland heute*, tiré à 2'700 exemplaires. Le secrétariat central était assuré en 1936 par Karl Scharrer. Gerteis se retira de la présidence en mai 1937 - manifestement déçu par le déroulement des procès de Moscou - et fut remplacé par le socialiste Albert Bachofner, juge de district à Winterthur. Gerteis (1895-1965) était membre du PC. La Police cantonale de Zurich releva dans son dossier: «Du 14 novembre au 3 décembre 1932, Gerteis a séjourné en Russie, son congé lui fut accordé par le Département de l'Instruction publique du canton de Zurich. Cette excursion d'un enseignant zurichois avait soulevé à l'époque bien des vagues dans les milieux d'extrême-droite de la population de Winterthur. Gerteis doit avoir quitté le parti communiste pour cette raison, mais il s'affirme toujours comme un ami de l'Union soviétique russe». Selon d'autres sources parvenues au Ministère public fédéral, Gerteis n'aurait démissionné qu'en 1935 ou même en 1938, pour adhérer au Parti socialiste. Son fils, Max Ilja Gerteis, passa au début de la guerre au Troisième Reich où il servit comme volontaire SS dans une compagnie d'Etat-major. Voir: «Polizeikorps Zürich an Nachrichtendienst Zürich», 1.6.1942; «Polizeikorps Zürich an Kantonspolizei in Winterthur», 25.5.1935, in: AF, *Dossier Gerteis*, E 4320 (B), 1975/40, vol. 71.
28 R. Müller, «Permanenter Verdacht und Zivilhinrichtung. Zur Genesis der Parteisäuberungen in der KPD», in: H. Weber et D. Staritz (éd), *Kommunisten verfolgen Kommunisten*, op. cit., pp. 243-264.

avait intériorisé la psychose de la chasse aux sorcières. Si Mayer dénonça avec moins de zèle les «ennemis du parti», ce fut peut-être aussi parce que la culture du parti suisse n'était pas la même: la «bolchévisation» du parti communiste allemand dès 1924 et ses perpétuelles luttes de fractions avaient accumulé un potentiel de suspicions qui eut des conséquences effroyables au moment des grands procès, tandis que le parti communiste suisse, où Mayer avait grandi, ne connut presque pas, avant 1929, les purges que le *Komintern* imposa dans la direction du KPD. Dans les calculs de la direction de l'Internationale communiste, le petit PCS n'était, jusqu'à la fin des années vingt, qu'une *quantité négligeable*²⁹. Ce n'est qu'en 1929 que la pratique du reniement politique, depuis longtemps en vigueur dans les partis soviétique et allemand, débuta dans le PCS³⁰. La réserve plus honorable dont fit preuve Mayer dans les purges du parti tenait donc moins à son caractère plus affable, reconnu de tous, même des délégués de l'IC, qu'à son expérience au sein du PCS.

Il sut exécuter un périlleux exercice d'équilibre entre l'affirmation de sa «vigilance» et une prudente protection des communistes suisses suspectés sans fondement. A la fin de 1936, la Commission de contrôle internationale (CCI) ouvrit une procédure contre Mayer parce que les réunions mensuelles du Cercle suisse, qui se tenaient au domicile de Fritz Platten et Berta Zimmermann, furent jugées conspiratrices. Mayer stoppa immédiatement ces séances et - selon le témoignage de Walter Bickel, suspecté de sabotage dans son entreprise et sommé par la CCI de rendre un rapport sur le Cercle suisse - expliqua aux Suisses réunis: «C'est probablement notre dernière réunion, à cause de ces temps difficiles (procès contre les trotskistes)»³¹. Lancée dans le cadre de la main-mise du parti sur tout espace libre au sein de la société, l'enquête de la CCI s'acheva en janvier 1937 sur un simple avertissement. P. Timm, rapporteur de la CCI, maintint l'accusation contre Mayer d'avoir tenu neuf séances dans un appartement privé au lieu d'aller au Club pour ouvriers étrangers, considérant que si l'intention

29 En français dans le texte.

30 Sur les luttes de fraction du jeune KPD, les interventions constantes du *Komintern* et les intrigues au sein du parti, voir: Hermann Weber, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*, vol. 1, Francfort, pp. 35-328; J. Becker, Th. Bergmann, A. Watlin, *Das erste Tribunal. Das Moskauer Parteiverfahren gegen Brandler, Thalheimer und Radek*, Mainz 1993.

31 Rapport de Bickel à la CCI, 23.1.1937, in: CRC, *Dossier K. Mayer*. Sur la Zurichoise B. Zimmermann, chargée du courrier du dangereux Département des liaisons internationales de l'IC, voir: P. Huber et B. H. Bayerlein, «Première esquisse des structures répressives du Komintern. Le cas des communistes suisses à Moscou», in: *Communisme*, No 32-34 (1993), pp. 147-176.

d'informer les communistes suisses vivant à Moscou sur l'évolution des choses en Suisse était une bonne initiative, il était en revanche inadmissible que des amis Russes y assistent, notamment un militaire en uniforme, et que ces séances se tiennent chez Platten, «un ancien partisan de l'opposition trotskiste-zinoviéviste des années 1927-1928»³².

Le dossier personnel de Koni Mayer permet désormais d'établir dans quelle mesure le représentant du PCS a disculpé ou laissé tomber des Suisses menacés d'arrestation. A la fin de 1936, un certain A. W. Pollak dénonça Fritz Platten devant la Commission de contrôle du CC du PCUS, l'accusant - ce qui est vrai - d'avoir tenté, en 1926-1927, «de gagner la majorité des membres du Club [allemand] contre la ligne du parti»³³. La déposition de Koni Mayer devant les organes de contrôle confirma que l'ancienne opposition de Platten était connue, raison pour laquelle «au cours des derniers dix mois, lors des nombreuses discussions avec le camarade Platten, on le rendit particulièrement attentif à ses anciennes positions politiques», mais qu'il était «aujourd'hui absolument fidèle au parti», comme le confirmaient deux articles récents de l'organe central du PCS «contre les seize terroristes trotskistes»³⁴. Cette déposition plutôt favorable de Mayer ne permit pas de sauver Platten. Selon le dossier du KGB, il fut exclu du PCUS en août 1937 pour «manque de vigilance» en rapport avec l'arrestation de sa femme, Berta Zimmermann, et les interrogatoires qu'il subit revinrent sans cesse sur sa période de président du Club allemand³⁵.

L'opinion de Mayer fut encore entendue dans la procédure de «contrôle» ouverte contre le Suisse Paul Rüegg, un ami de longue date de Platten, membre du PCUS depuis 1926. Sur intervention d'instances russes, une commission du secrétariat du CEIC avait découvert des «déviation» de Rüegg dans les années vingt et un rapport du Département des cadres destiné aux organes de contrôle, véritable registre de ses péchés politiques, le chargeait lourdement³⁶. Koni Mayer prit la défense de Rüegg dans trois «Déclarations» prudentes qui, tout en partageant la «vigilance» face aux revirements politiques de l'accusé, lui affirmaient sa confiance: «Je connais Rüegg depuis des

32 «Attestation», signé P. Timm, 21.1.1937, in: CRC, *Dossier Mayer*.

33 Lettre de A. W. Pollak, s.d., in: CRC, *Dossier Platten*. Platten ne cacha pas au *Komintern* son ancienne opposition. Il écrivit dans son «Curriculum vitae»: «1927, je me solidarise avec Zinoviev, Radek, etc. (intervention au Club allemand)».

34 «Déposition», 20.10.1936, in: CRC, *Dossier Platten*. Voir: *Freiheit*, 29.8.1936, 9.9.1936.

35 «Interrogatoire», 20.12.1938, in: Archives du KGB, Actes 3156. Platten fut exécuté en 1942 après quatre ans de détention dans un camp.

36 «Rapport», 5.6.1937, in: CRC, *Dossier Rüegg*.

années comme un bon ouvrier et un bon fonctionnaire à des postes de responsabilité dans des entreprises en URSS»³⁷. La commission du secrétariat du CEIC dépensa beaucoup de zèle à réaliser son enquête, mais ses conclusions politiques furent plutôt réservées. On a l'impression que certains membres de la commission - dans ce cas, avant tout Elena Stasova de la CCI - voulurent freiner les soupçons lancés par des instances russes. Mais Rüegg fut arrêté peu après par le NKVD et on le considère aujourd'hui comme disparu. Koni Mayer semble s'être gardé de déposer une protestation après l'intervention des «organes». Il se borne à constater sur un billet: «Actuellement arrêté - oct. 1937»³⁸.

Dans le cas de deux membres du PCS menacés d'expulsion d'Union soviétique en 1937, Viktoria Kern et Fritz Krützner, Koni Mayer suspendit ses interventions bienveillantes dès qu'il apprit qu'ils avaient été interrogés par le NKVD. Les intouchables «organes», entourés d'un halo d'infailibilité, éveillaient une telle crainte au simple mot de NKVD que la correspondance des cadres du *Komintern* ne le mentionne presque jamais, préférant parler des «organes»³⁹.

Le dossier personnel de l'apatride André Wats prouve par ailleurs que d'autres fonctionnaires du PCS étaient impliqués dans les mécanismes de répression. Selon une note de Mayer, le NKVD avait arrêté Wats, membre du PCS, au début de 1937. Il fut lâché par le secrétaire du PCS, Jules Humbert-Droz, qui vint à Moscou quelques semaines plus tard pour des entrevues. Le dossier de Wats contient une note intitulée «Déclaration sur l'affaire André Wats», où Humbert-Droz et Karl Hofmaier recommandent d'exclure du parti le camarade Wats, arrêté par «les organes à Moscou». Humbert-Droz, qui avait été démis de ses fonctions de secrétaire du *Komintern* en 1929 suite à la destitution de Boukharine, a peut-être obtenu de cette manière son visa de retour en 1937⁴⁰.

En février 1936, Mayer put faire venir sa femme Anna et son tout jeune fils, Conrad Mayer. Originaire d'Allemagne du Sud comme son mari, Anna Mayer-Jenisch avait été élue au CC du PCS à la suite de la «prolétarianisation» des instances du parti décrétée en 1929-1930. Le «curriculum vitae» qu'elle remit au *Komintern* insistait sur ses origines

37 «Déclarations», 16.2.1936, 20.6.1936, 13.3.1937, in: CRC, *Dossier Rüegg*. La commission était composée de Moskvin, Stasova, Manuilski, Anvelt, Wilde et Zirul.

38 Billet «Paul Rüegg», 20.3.1938, idem. Procès-verbaux de la commission, 20.5.1937, 25.6.1937, idem.

39 Mayer notait le 22.1.1937: «Krützner est arrêté depuis le 21.8.37». Voir: CRC, *Dossier Krützner*.

40 «Déclaration», Moscou 25.10.1937, in: CRC, *Dossier Wats*.

pauvres: «Pendant la guerre, j'ai dû travailler à treize ans et demi dans une fabrique de munitions, pendant un an. Entre 16 et 18 ans, j'aidais l'été aux champs et je travaillais l'hiver dans une usine de tissage et de retordage. [...]

] A 23 ans, en 1926, je suis allée comme infirmière chez ma tante à Schaffhouse. Après un an et demi, je me suis rendue en mai 1928 à Zurich, comme aide ménagère et assistante d'une femme médecin. Après cinq mois, je suis entrée comme femme de chambre, puis cuisinière, à la Maison des jeunes prolétariens de la Jeunesse communiste de Zurich. En été 1929, j'ai épousé un camarade du PCS (Koni Mayer). Dès 1930, j'ai fait la lessive et le ménage chez des privés, puis la cuisine dans un restaurant et une cantine. Depuis la fin de 1932, je ne suis plus salariée, je m'occupe du ménage»⁴¹.

Quelques mois après son arrivée à Moscou, Anna Mayer obtint un poste au secrétariat de la Jeunesse communiste internationale, qui avait aussi son Département des cadres. Son directeur, Prokovjev, expédia le dossier «Anna Mayer» au Département des cadres de l'IC, en notant qu'elle travaillait «de temps en temps chez nous comme dactylo allemande». Le lendemain, Koni Mayer dut fournir une garantie de la fiabilité politique de sa femme: «Je la connais comme militante communiste et sur le plan personnel et j'assume la responsabilité de me porter garant de son travail au sein de la Jeunesse communiste internationale». Vu le climat de suspicion, le *Komintern* se donna une seconde assurance. Le directeur adjoint du Département des cadres, M. Tschernomordik, et un «chef de secteur» nommé Abramjan fournirent au fonctionnaire du NKVD Gendin l'identité et l'adresse d'Anna Mayer, en priant de la contrôler: «La nécessité d'un contrôle s'impose à cause de l'entrée de la camarade Mayer dans l'appareil du CEIC»⁴².

S'étant tiré à bon compte de l'enquête de la CCI sur le Cercle suisse qu'il dirigeait, Koni Mayer devint prudent. Au début de l'été 1937, il fut malgré lui détenteur d'une valise qui aurait pu le perdre. Elle contenait les effets personnels de l'alpiniste suisse Lorenz Saladin, mort de froid en automne 1936 après l'escalade du Khan-Tengri, un sommet

41 «Curriculum vitae», signé A. Mayer, 21.6.1936, in: CRC, *Dossier Anna Mayer*. Anna Mayer, née Jenisch (1903-1936) mourut d'un coup de chaleur en juillet 1936 déjà. Son fils, Conrad Mayer, né en 1933, vit aujourd'hui à Genève.

42 Lettre à Gendin [sans fonction indiquée], 26.6.1936; «Déclaration», signée K. Mayer, 26.6.1936; lettre de Prokovjev au Département des cadres, 25.6.1936, in: CRC, *Dossier A. Mayer*. Gendin appartenait au NKVD. Le 4.1.1936, le directeur des cadres Krajewski lui avait transmis des informations sur le communiste suisse Wats (Lettre à Gendin, 4.1.1936, in: CRC, *Dossier Wats*).

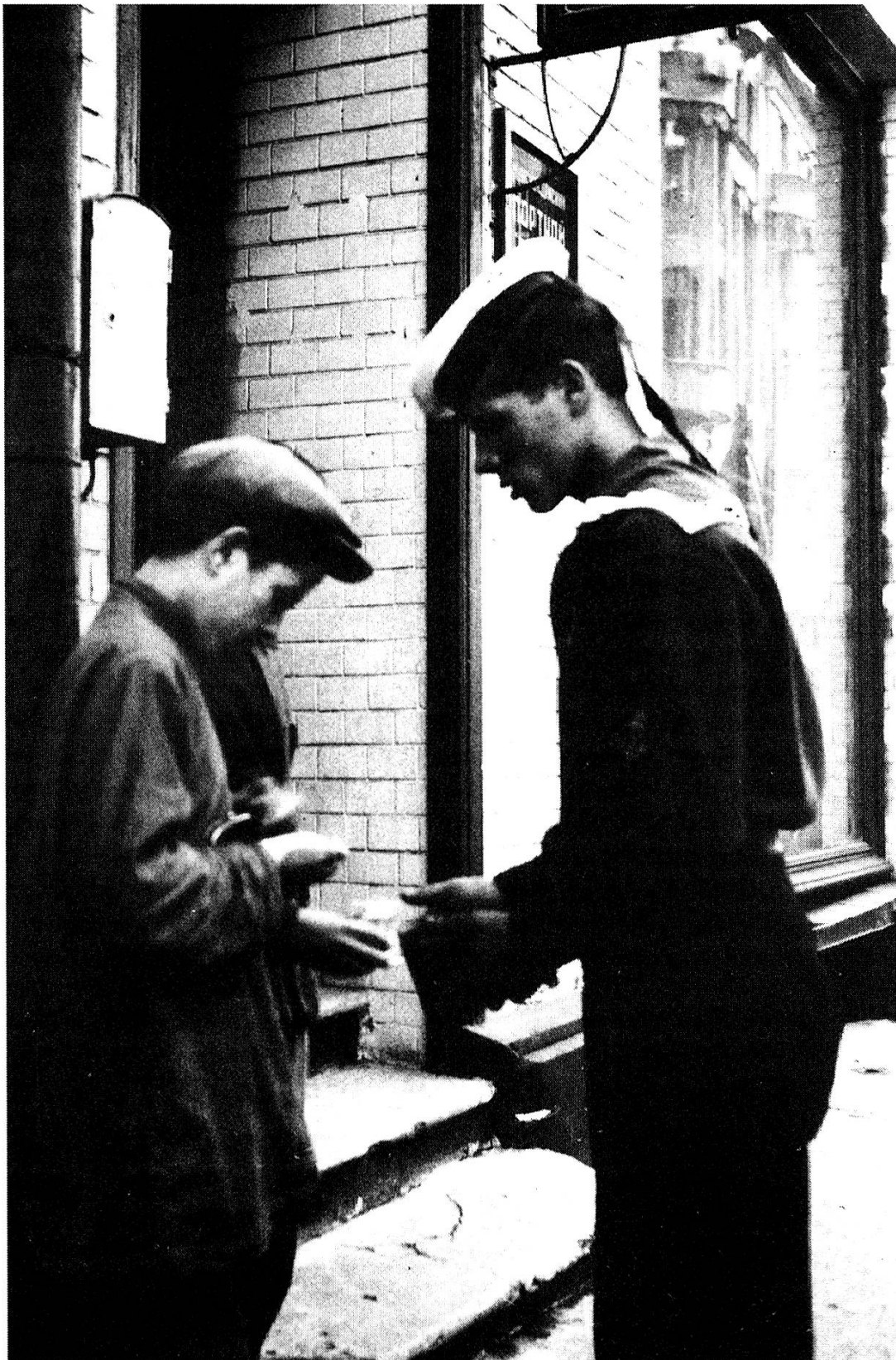
de 7.000 m à la frontière chinoise⁴³. Mayer avait accepté de garder cette valise pour la remettre à l'occasion à une délégation ouvrière regagnant la Suisse. Une partie des archives de Saladin - ses bobines de film avant tout - avait été confiée par l'organisation des alpinistes de Moscou aux bons soins d'Annemarie Schwarzenbach, une journaliste de voyage et écrivain suisse. Quand Mayer fouilla cette valise après quelques semaines, il tomba avec effroi sur un objet qui le poussa aussitôt à l'annoncer à un certain camarade Davidov: «On trouve entre autre dans la valise de Saladin un pistolet militaire américain: *Model of 1911 USA Army*, avec munition correspondante (10 mm) dans un paquet de 46 cartouches. Cette valise se trouve dans ma chambre au Lux, N° 147»⁴⁴. Si les organes de sécurité avaient été attentifs à l'annonce de cette arme, Mayer aurait difficilement pu éviter la corde.

Politiquement brûlé

Dès janvier 1937 au plus tard, Mayer souhaitait rentrer et déposa une requête que le PCS, à sa demande, signa. Il était politiquement marqué depuis que les réunions du Cercle suisse dans un domicile privé avaient déplu à la CCI. Pendant quelque temps, le PCS caressa l'idée de déléguer à Moscou le rédacteur de *Freiheit*, Ernst Walter, qui acceptait cette mission. Mais au moment d'effectuer cette rocade, au printemps 1937, Walter céda à des déviations politiques qui l'obligèrent à quitter sa fonction de rédacteur à la fin de 1937. La succession de Mayer resta en suspens. En décembre 1937, celui-ci déposa une seconde requête à Dimitrov: «Mais mon successeur prévu, E. Walter,

43 Voir «Comptes», 26.9.1936, in: CRC, 495-91-209. Sur Lorenz Saladin (1896-1936), monteur de profession, qui escalada quatre sommets en Union soviétique, voir: A. Schnetzer, «Schweizer im Kaukasus: Forscher, Alpinisten und andere Reisende (1801-1939)», in: Bankowski et al. (éd.), *Fakten und Fabeln. Schweizerisch-slavische Reisebegegnungen vom 18. bis zum 20. Jahrhundert*, Zurich 1991, pp. 383-432.

44 Lettre à Davidov, 9.8.1937, in: CRC, *Dossier K. Mayer*. Aucune autre indication ne précise le statut de Davidov. A. Schwarzenbach avait emporté en Suisse une partie de archives en mai-juin 1937. Annemarie Schwarzenbach (1908-1942), nièce du général Ulrich Wille, participa en août 1934 déjà au premier Congrès des écrivains soviétiques. Elle fut impressionnée par l'enthousiasme qui y régnait et se laissa jusqu'à un certain point tromper par les banquets, auxquels participaient les plus hauts fonctionnaires du parti. Elle releva cependant certains aspects négatifs de la nouvelle Russie. Contrairement à Hans Mühlestein, qui défendit en Suisse les procès truqués de Moscou, elle se garda de répandre en Suisse des louanges sur l'URSS. Voir: D. Grente et N. Müller, *L'ange inconsolable. Une biographie d'Annemarie Schwarzenbach*, Paris 1989, pp. 188-189; R. Dieterle et R. Perret (éd.), *Annemarie Schwarzenbach. Auf der Schattenseite. Ausgewählte Reportagen, Feuilletons und Fotografien 1933-1942*, Bâle 1990, pp. 35-62, 243-244 et 360.



Moscou, septembre 1934: un jeune marin achète des cigarettes à la sauvette à un petit marchand des rues. Photographie Annemarie Schwarzenbach (Archives littéraires suisses, BN Berne).

fut ensuite retiré par le PCS en repoussant la question jusqu'à l'automne. La récente délégation du CC a décidé que je dois partir en décembre [1937]. Je vous prie donc d'examiner la question et d'accepter ma demande»⁴⁵. Dimitrov enjoignit aussitôt Moskvin, directeur du Département des liaisons internationales, d'établir le visa nécessaire, mais le départ de Mayer fut reporté de plus de deux mois. Ce retard, qui dans d'autres cas aurait pu être un indice angoissant, s'expliquait en fait par la vague d'arrestations qui frappa alors la direction du PCS. Mayer risquait d'être aussi arrêté à son retour et attendit les conclusions de l'enquête du Tribunal militaire sur la «propagande du PCS pour l'engagement de volontaires suisses dans l'armée populaire espagnole»⁴⁶. Mayer justifia sa demande de retour par les lourdes peines de détention qui allaient certainement tomber sur l'équipe de direction du parti et donc sur tout son travail: «J'estime cependant que dans cette situation je peux rendre de meilleurs services en Suisse que dans l'appareil du CEIC, et que le parti manquera sensiblement de forces au cours des prochains mois».

Mais Mayer a sans doute préféré travailler en Suisse pour d'autres raisons encore. Les arrestations dans son entourage et son incertitude sur son propre sort ont dû laisser des traces. Parfaitement au courant de la terreur, lui-même rouge de l'appareil de répression, il avait pu se faire une idée des réalités soviétiques, qui lui rongeaient le cœur. Il ne pouvait pas poursuivre indéfiniment l'exercice d'équilibre entre l'affirmation de sa vigilance et la prudente protection de certains Suisses menacés comme suspects. A la mi-mars 1938, quelques jours après la fin du troisième procès truqué et les exécutions qui suivirent, il put sortir du pays avec le passeport que le délégué du CICR à Moscou, Woldemar Wehrin, lui avait renouvelé⁴⁷.

Le PCS n'envoya pas de nouveau représentant à Moscou. La

45 «Cher camarade Dimitrov», 30.12.1937, in: CRC, 495-74-560.

46 Voir les plaintes déposées contre Woog (21.1.1938), Humbert-Droz, Hofmaier, Bodenmann (23.1.1938), Anderfuhren (20.1.1938), Krebs, Zschokke et A. Schneider (27.1.1938), in: *Archives Heberlein*, Archiv für Zeitgeschichte, ETH Zurich. Humbert-Droz resta 118 jours en détention préventive et ne fut libéré qu'en mars. Dimitrov rédigea sa demande à Moskvin sur le départ de Mayer simplement à la main, sur la lettre qu'il avait reçue de Mayer. Voir cette note de Dimitrov in: «Cher camarade Dimitrov», 30.12.1937, in: CRC, 495-74-560.

47 Le Suisse W. Wehrin fut délégué permanent du CICR à Moscou de 1921 à 1938. Il vint en 1921 en Union soviétique pour rapatrier les prisonniers de guerre dispersés dans le pays. Il y resta avec l'autorisation du gouvernement, bien que sa mission initiale ait été accomplie à la fin des années vingt. Avec le temps, Wehrin n'assura plus que des missions consulaires pour les Suisses en Union soviétique. En contrepartie, la Suisse accorda davantage de liberté de mouvement à S. Bagotsky,

majorité des communistes suisses émigrés en Union soviétique étaient entre temps devenus membres du PCUS, ou avaient été expulsés ou arrêtés. Ceux qui n'avaient pas «passé» au PCUS pouvaient régler leurs formalités auprès de la représentation du KPD. Quand, en mai 1940, pour des raisons peu claires, le Département des cadres dressa un résumé du curriculum vitae des anciens collaborateurs du *Komintern*, il releva avec une précision toute bureaucratique la «déviation» de Mayer en 1929 au sein du PCS («Affaire Wittorf contre Thälmann»), et les deux signataires, Belov et Blagoieva, conclurent par ce jugement: «Mayer était représentant du PCS au CEIC. Dans ce cadre, il commit des erreurs dans la manière de s'occuper des membres du PCS. Il les convoqua à des réunions avec exposés sur l'histoire du PCS et des questions d'actualité au domicile privé de Fritz Platten, arrêté depuis»⁴⁸.

Un dernier événement illustre crûment la censure et même les mensonges publics qui ont couvert la répression massive vécue à Moscou. En janvier 1952, Margarete Buber-Neumann, femme du dirigeant communiste allemand Heinz Neumann, expulsé de Suisse en 1935 puis arrêté en 1937 à Moscou et exécuté, tenait une conférence au *Kongresshaus* de Zurich. Arrêtée elle aussi, elle avait partagé le sort de ces communistes allemands que Staline livra dès 1937 à la Gestapo et avait passé les années de guerre au camp de concentration de Ravensbrück⁴⁹. Pour protester contre les déclarations de Buber-Neumann - la presse du Parti du Travail la qualifia d'«ancienne trotskiste et agente américaine» -, l'Association Suisse-URSS organisa un meeting où devaient prendre la parole des Suisses qui avaient vécu dif-

représentant en Suisse de la Croix-Rouge russe. Informations complémentaires sur le «Consulat camouflé de Wehrlin», in: P. Huber, *Stalins Schatten in die Schweiz*, op. cit.. Justification du départ, in: lettre «au camarade Dimitrov», 30.12.1937, in: CRC, 495-74-560. Mayer s'embarqua avec son fils de cinq ans, Conrad Mayer, sur un cargo à Leningrad, qui le conduisit à Rotterdam (renseignement de Conrad Mayer, 29.4.1992).

48 «Attestation», mai 1940, in: CRC, *Dossier K. Mayer*. K. Mayer (1903-1983) ne trouva aucun emploi dans le parti à son retour. Après deux mois de chômage, il put entrer à la Maschinenfabrik AG de Lachen (SZ). Quand il fut arrêté en août 1941 pour infraction aux décisions du Conseil fédéral, la direction écrivit au Ministère public fédéral: «Nous connaissons Mayer comme un homme très conciliant, très agréable avec ses collègues de travail et parfaitement prévenant envers la direction, serviable et poli. Il n'a jamais fait la moindre tentative d'entraîner ses collègues dans le sillage communiste [...]. Mayer est notre meilleur mécanicien et a construit lui-même le montage de machines de haute précision» (Lettre, 6.8.1941, in: AF, *Dossier Mayer*, E 4320 (B) 1975/40, vol. 5).

49 Sur les extraditions à la Gestapo, voir: H. Schafranek, *Zwischen NKVD und Gestapo. Die Auslieferung deutscher und österreichischer Antifaschisten aus der Sowjetunion an Nazideutschland 1937-1941*, Francfort 1990.



Koni Mayer [1903-1983] lors d'une grève des peintres en bâtiment à l'Helvetiaplatz à Zurich le 12 mai 1953 (détail d'une photographie, Grebler's Panoptikum, Zurich).

féremment l'Union soviétique. Le premier orateur fut Theo Pinkus, longtemps collaborateur de l'agence d'information RUNA⁵⁰ du *Komintern* et qui avait connu Neumann pendant son exil à Zurich en 1934. Bien qu'il ait été au courant de la disparition à Moscou de Heinrich Kurella, son ami et collègue de la RUNA, Pinkus déclara, selon le *Vorwärts*, que Neumann avait abusé de l'hospitalité de l'Union soviétique «en s'alliant avec les trotskistes, qui ont versé dans le crime par haine stupide contre Staline». Le second orateur fut Koni Mayer, qui prétendit avoir connu Neumann, à Zurich et à Moscou, comme «un fanfaron et un ivrogne», qu'il stigmatisa à son tour comme «un individu

50 RUNA, abréviation de *Rundschau-Nachrichten-Agentur*, dont le siège fut à Zurich entre 1933 et 1939, et qui diffusait les informations de la direction de l'IC. Echange d'informations, in: CRC, 495-83-78. Conférence de Zurich, in: *Vorwärts*, 19.1.1952, 10.1.1952. Indications sur la RUNA, in: B. Studer, «Le Parti communiste suisse et l'Internationale 1931-1943. Quelques réflexions quant à la nature de leur rapport», in: Fondation J. Humbert-Droz (éd.), *Colloque sur l'Internationale communiste. Actes*, La Chaux-de-Fonds 1992, p. 250.

politiquement et moralement totalement dépravé», connu comme «coureur de jupons» et qui avait été «expédié dans un camp de travail par les organes de sécurité de Moscou» au plus grand soulagement de tout le monde⁵¹.

On ne connaît l'intervention de la Zurichoise Sophie Kirschbaum, membre du Parti du Travail, que par un rapport de la police politique zurichoise qui surveillait presque toutes les manifestations de l'Association Suisse-URSS pour le Ministère public fédéral. Kirschbaum avait travaillé au Département de presse du *Komintern* de 1933 à 1938 et put quitter Moscou malgré l'arrestation successive de ses deux compagnons. Le fonctionnaire de la Police fédérale résuma son intervention en ces termes: «[...] qu'elle a très bien connu Buber-Neumann, qui s'est souvent plainte à elle que Heinz Neumann buvait tellement. Neumann était moralement tombé si bas que personne ne regrette sa disparition»⁵².

Malgré toute la prudence avec laquelle il faut interpréter tant le *Vorwärts* que les rapports de police lorsqu'ils parlent de ce meeting, une chose en ressort: pour semer le doute sur les déclarations de Margarete Buber-Neumann sur le Goulag et les extraditions au Troisième Reich, chacun des trois orateurs tira à boulets rouges sur son mari en dénonçant sa prétendue conduite. Cette manière d'écraser un adversaire politique en dénigrant non ses arguments mais uniquement ses amis était une tradition, du moins chez Theo Pinkus. Il était monté aux barricades en 1937 pour stigmatiser André Gide comme scribouillard pour ses «Retouches à mon retour de l'U.R.S.S.». Comme le prestige littéraire et moral de Gide n'offrait guère de flanc à l'attaque, Pinkus avait rédigé un pamphlet, sur mandat du *Komintern*, où il dénigrait moralement l'un des témoins cités par l'écrivain⁵³.

Koni Mayer, à la différence de Pinkus, avait directement vécu le climat de terreur à Moscou et savait que le NKVD arrêtaient arbitrairement des camarades, et pas seulement pour dépravation morale. Le respect de la discipline du parti et l'idée que ces vérités désagréables

51 «Ein Beitrag zum Neumann-Schwindel», in: *Vorwärts*, 11.1.1952; «Frieden und Freundschaft mit der Sowjetunion», in: *Vorwärts*, 25.1.1952.

52 «Nachrichtendienst an Bundesanwaltschaft», 25.1.1952, in: Fiche S. Kirschbaum, *Archives privées Kirschbaum*. S. Kirschbaum (née en 1912) vit aujourd'hui au Tessin. Sur la surveillance de l'Association Suisse-URSS, voir le dossier «Relations culturelles avec l'étranger», in: AF, E 2001 (E) 1, vol. 84. D'autres informations sur Kirschbaum in: P. Huber, *Stalins Schatten in die Schweiz*, op. cit.

53 Paul Thur [Theo Pinkus], *Aus der Hexenküche des Anti-Bolschwismus*, Bâle 1937; P. Huber, «Schweizer Intellektuelle in Stalins Schatten. Wie reagierten linksstehende Intellektuelle auf die Moskauer Schauprozesse 1936-1938?», in: *Tages-Anzeiger*, 26.2.1992.

pourraient nuire à la lutte politique en Suisse conduisirent l'un et l'autre à nier publiquement la terreur dont on ne parlait qu'à voix basse à Moscou.

(Traduit de l'allemand par Michel Thévenaz)